



Déclaration de l'intersyndicale du Loir et Cher au CTPD du 17 avril 2009

Après les mobilisations sociales du 29 janvier et du 19 mars dernier très largement suivies à la DGFIP, le gouvernement et le DG n'ont rien trouvé d'autre à répondre au mécontentement des agents que de leur fournir des plaquettes et organiser des opérations de propagande destinées à vendre la réforme, alors que dans le même temps les agents subissent les dégâts de cette politique dans leur travail quotidien :

- dégradation du service rendu aux contribuables,
- conditions de travail de plus en plus difficiles
- polyvalence des agents à outrance, au détriment de la qualité du travail,
- absence de reconnaissance des qualifications,
- dictature croissante des indicateurs,
- atteinte au service public de proximité, notamment par la création de pôles départementaux et les fermetures de trésoreries.

Ce que nous attendons, ce sont des réponses claires et immédiates à nos revendications :

- une vraie revalorisation indemnitaire
- le retrait de la Prime de Fonctions et Résultats,
- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- le retrait du projet de loi sur la mobilité qui casse nos garanties statutaires,
- l'arrêt de la Révision Générale des Politiques Publiques qui n'a d'autre but que de démanteler le service public,
- une amélioration de nos conditions de travail.

A la demande de M. PARINI, vous nous aviez conviés à des « réunions d'information » sur la DGFIP pour vanter les supposés mérites de la fusion et y associer les agents. Les agents n'ont pas été dupes, et vous comprenez que cette opération de propagande ait été massivement boycottée.

Nous vous remettons les brochures sur la fusion afin que vous les retourniez à leur expéditeur.